

Affaire Manirumva : Le procureur général du Burundi vient de lâcher une bombe

RFI, 05-04-2014
 Burundi : le patron de l'Olucome dans le viseur du procureur
 Le 9 avril 2008, au Burundi, Ernest Manirumva, n°2 d'une organisation de lutte contre la corruption, l'Olucome, était assassiné sauvagement à Bujumbura. Les autorités ont vite arrêté un homme d'affaires, présenté comme le cerveau de ce crime et une dizaine de complices. Malgré leur condamnation, Bujumbura tente de se débarrasser de cette affaire. Le FBI américain, qui avait participé à l'enquête, avait recommandé le placement de l'ADN de plusieurs hauts responsables de la Police et des Services secrets burundais, pour les comparer à des échantillons prélevés sur les lieux du crime. Hier, le pouvoir a contre-attaqué, au cours d'une conférence de presse du procureur général de la République. Comme il le fait à chaque fois, le procureur général de la République a tenté de justifier pourquoi ces généraux très influents n'ont jamais été inquiétés. « Ce n'est pas parce que untel dit ceci ou untel dit cela que le magistrat-influent doit absolument prendre les choses comme une vérité de l'Evangile », a insisté Valentin Bagorikunda, le procureur général. La meilleure défense, c'est l'attaque, selon un célèbre adage. C'est donc à ce moment précis que le ministre public burundais a lâché sa bombe en annonçant officiellement qu'il avait sa disposition des éléments de preuve contre le président de l'Olucome, Gabriel Rufyiri, principale figure de la lutte anti-corruption au Burundi et véritable poil à gratter pour le régime de Bujumbura, dans l'assassinat de son n°2, il y a cinq ans. « Intimidation », proteste la société civile. Stupeur dans les rangs de la presse et devant l'insistance des journalistes, le procureur général lâche : « Il ne faut pas que l'instruction se passe à la radio. Quand l'enquête aura été clarifiée, les gens sauront et quel est son intérêt dans cette affaire. » La société civile burundaise, qui dénonce depuis tout ce temps l'arrestation puis la condamnation de ceux qu'elle appelle des « boucs-émissaires », a réagi tout de suite par la bouche d'un représentant, Pacifique Nininahazwe : « Je pense qu'ils ont inventé ce moyen pour intimider le président de l'Olucome mais cela ne va pas marcher. Nous ne comptons pas abandonner par ces formes de diversion ou d'intimidation. » Il appelle à manifester ce samedi contre l'impunité au Burundi.